

VIOLENCE ET IMPUNITÉ AU GUATEMALA

INTRODUCTION

Le Guatemala est le troisième pays le plus violent d'Amérique latine après le Venezuela et le El Salvador si on compare le nombre d'homicides par 100 000 habitants.

La violence s'y manifeste de 5 façons différentes :

- la violence intra-familiale (violence envers les femmes et les enfants, principalement);
- la violence mafieuse (violence des narcotrafiquants empruntant la route du Guatemala pour faire transiter la drogue entre la Colombie vers le Mexique et les Etats-Unis);
- la violence des gangs de rue qui font la loi dans les quartiers et exercent toutes formes de taxage;
- la violence des paysans pour se faire justice et qui se traduit par des lynchages publics;
- la violence politique qui sévissait surtout à l'époque du conflit armé mais qui resurgit à l'occasion.

LA VIOLENCE

Lors de mes séjours au Guatemala, à chaque fois, je fus « frappé » par le nombre de gardes armés privés qui trônaient devant les commerces des rues principales. Devant les banques, on comprend. Mais devant les MacDonald, les magasins d'électro-ménagers, d'appareils électroniques, on se pose des questions. Mais lorsque l'on constate que même le livreur en camion de Coca-Cola est sous la protection d'un garde armé, on se dit que quelque chose ne va pas, côté sécurité.

A) La violence intra-familiale

Le Guatemala est une société dominée par le machisme. Une société où l'homme se croit supérieur et exerce une domination sur la femme et où la situation est socialement et culturellement acceptée et entretenue. Cette domination entraîne alors toutes sortes de violence envers les femmes, à partir de la violence du mari envers sa femme et ses enfants.

Depuis 2001, plus de 4 000 femmes sont mortes de façon violente au Guatemala et, de ces cas, seulement 4 % ont été résolus et les assassins punis. Mais combien de viols, de sévices corporels, de soumissions diverses sont tolérés ou acceptés dans cette société machiste ?

Depuis janvier de cette année, 70 femmes furent tuées de manière violente, de même que 58 enfants dont 37 par une arme à feu, 6 par étranglement, 2 à l'arme blanche (machette), etc. (I-D, Reporte semanal, 20/02/09)

B) La violence mafieuse

La violence mafieuse se manifeste, particulièrement, par la guerre entre gangs pour le contrôle de la drogue. Le Guatemala est utilisé comme voie de transit pour la drogue partant de Colombie, en avion jusqu'au Guatemala, pour atteindre par voie terrestre le Mexique avant de franchir les frontières des Etats-Unis. « Las Zetas », le groupe mexicain le plus puissant a pris le contrôle de la drogue au Guatemala. Il ne tolère aucune concurrence.

Les narcotrafiquants s'approprient des terres dans la région du Petén, y aménagent des aéroports clandestins, embauchent, à fort prix, des paysans comme hommes de mains, comme gardiens des équipements, etc. Bien souvent les paysans ne savent pas, ou ne veulent pas savoir, que les vrais maîtres sont les narcotrafiquants.

La mafia contrôle la traite des personnes (prostitution et autres), l'enlèvement pour rançon, le vol et la vente de véhicules à grande échelle, le trafic de drogue, le blanchiment de l'argent illégal, la production et la récolte de la drogue et la corruption et la perversion, à partir des fonctionnaires jusqu'au développement de l'économie, etc.¹

La mafia est mieux équipée en armes que les policiers chargés de les combattre. La mafia s'est infiltrée dans toutes les sphères de l'État guatémaltèque : justice, autant les juges que les avocats; hauts fonctionnaires et ministres; police nationale; gardiens de prison; etc. La mafia fait la pluie et beau temps au Guatemala et la population en paie le prix en vies humaines mais aussi en dilapidation des coffres de l'État au détriment des politiques sociales.

C) La violence des gangs de rue (maras ou pandilleros)

Les « maras » sont constitués principalement de jeunes, très violents, n'hésitant pas à tuer à toutes occasions. Leurs principales activités sont des activités de « taxage ».

Ils contrôlent des quartiers entiers : pour opérer un commerce, il faut payer les « maras » qui contrôlent leur secteur; pour opérer un autobus, il faut payer une quote-part à ces mêmes personnes. Il en va de même pour passer sur un tel chemin, etc.

À Florès, en mai dernier, un marchand ambulant de 65 ans, s'est vu taxé pour effectuer sa « tournée » de la ville (plus petite que le centre-ville de Saint-Jérôme). Il a refusé d'obtempérer; ils l'ont descendu. Lors de notre séjour à Florès, en juillet de la même année, nous n'avons vu aucun vendeur ambulant de crème glacée.

Depuis 2009, 25 chauffeurs d'autobus furent tués par refus de payer leur quote-part aux « maras », de même que 11 « ayudantes ».

Le 26 février dernier, des « maras » essaient de soutirer quelque 800 \$ à un professeur de 35 ans, sont pris en chasse par la police. Résultat : deux malfaiteurs tués et un passant abattu, pris dans le feu croisé de la fusillade.

¹ Voir Enrique Alvarez, Incidencia-Democratica, 25 février 2009 à www:i-dem.org/.

Lors de notre séjour, nous avons rencontré une Québécoise qui revenait de Tikal, le plus grand site archéologique maya. Un groupe de brigands ont attaqué le minibus et dépouillé les occupants de tous leurs biens et argent.

D) La violence des paysans par lynchage

Régulièrement, au Guatemala, nous entendons des histoires d'horreur de paysans qui se font justice eux-mêmes en lynchant les malfaiteurs.

À l'été 2008, Prensa Libre rapportait que des villageois ont pris sur le fait 2 voleurs ayant fait main basse sur 2 paires de pantalon. On les amène sur le terrain de foot. Devant la population du village, on les déshabille et on commence à les rouer de coups. Avant que la police n'intervienne et transporte les voleurs à l'hôpital, un des 2 malfaiteurs est décédé. Et personne n'a rien vu de ce qui s'est passé ...

Le 26 février dernier, à Huehuetenango, 2 « maras » sont capturés par la police. Plus de 1 000 personnes prennent d'assaut le poste de police, les « kidnappent » et les transportent sur la place publique. Ils leur font avouer leur crime puis les aspergent d'essence et y mettent le feu. Les 2 personnes ont été immolées devant la foule présente.

Devant l'incapacité des forces policières mais surtout devant l'impunité qui règne en maître au Guatemala, les paysans se font justice.

E) La violence politique

La violence politique est celle qui a prévalu durant le conflit armé qui a duré 34 ans. Elle a fait 140 000 morts, 200 000 déplacés, 40 000 réfugiés au Mexique, 400 villages rasés et 45 000 veuves. La Commission sur l'Éclaircissement Historique, conduite par Mgr Gerardi, évêque catholique, assassiné le jour même de la publication du rapport, affirme que 93 % des exactions venaient de l'armée, 3 % de la guérilla.

Au nom de la lutte contre le communisme, on a commis des horreurs de brutalités, de tortures, de viols, de tueries, de destructions complètes de villages, etc. Jusqu'à récemment, les coupables ne furent jamais poursuivis malgré le travail incessant des organismes de défense des droits humains comme le Grupo de Apoyo Mutua (GAM) et de la Procuraduria de los Derechos Humanos (PDH)² en sol guatémaltèque.

Aujourd'hui, resurgit à l'occasion des cas de violence politique ou, tout le moins, de menaces de mort à cause d'actions politiques. Suite aux Accords de Paix, en 1996, les rôles de l'armée et de la police ont été définis clairement et l'armée est entrée dans ses casernes, réduisant de beaucoup son influence politique dans le pays.

² Voir www.pdh.org.gt/ pour plus de détails sur la Procuraduria de los Derechos Humanos.

L'IMPUNITÉ

En faut-il davantage pour faire la démonstration que la société guatémaltèque est gangrenée par la violence. Vu d'ici, on comprend mal. N'y a-t-il pas de policiers pour arrêter les malfaiteurs et pour faire appliquer les lois ? Que font les juges et les avocats du gouvernement ? N'y a-t-il pas de peines imposées aux mafieux, aux voleurs, aux extorqueurs, aux violeurs, aux abuseurs et autres ? Eh bien, oui, il y en a mais ça ne change rien, c'est le problème. De façon générale, ces individus et gangs peuvent agir en toute impunité ou presque.

a) Les manifestations de l'impunité

La corruption se retrouve dans tous les rouages de l'État guatémaltèque. À titre d'exemple, l'ex-président Alfonso Portillo est poursuivi pour détournement de fonds du temps qu'il était président. De l'argent destiné aux collations scolaires fut détourné et caché dans des comptes de banque en suisse au nom de sa femme, de sa fille et quelques autres. Un cas semblable est celui de l'ex-président de l'IGSS (Instituto Guatemalteco de Seguridad Social) Carlos Wohlers, qui a soutiré ± 50 millions \$\$ de l'organisme dont il était responsable. C'est comme si le responsable de la caisse d'assurance-chômage du Canada se servait à même la caisse.

Depuis un an, les ministres de la Défense et de la Gobernacion ont été démis de leur fonction. De plus, on a découvert que le chef des Services de Sécurité de l'État était lié aux narcotrafiquants, que le Procureur général (le chef des avocats de la Couronne) falsifiait les preuves ou empêchait que des preuves soient soumises aux juges dans des causes de délits de la part de la mafia. On savait depuis longtemps que la police était corrompue, de la tête aux pieds, mais aujourd'hui on tente de sévir ; le chef de la police nationale (PNC) et son adjoint furent démis et remplacés. Dernièrement, une opération policière d'envergure s'est opérée dans une ville sans avertir la police locale soupçonnée de collusion avec la mafia, c'est dire la confiance dans sa propre police.

Une autre manifestation de l'impunité est la sortie de prison prématurée pour les gestionnaires corrompus : on réduit la condamnation, on impose une caution et le tour est joué, les criminels sont en liberté. C'est le cas de 6 ex-fonctionnaires de l'administration du Front Républicain Guatémaltèque (FRG). De même que des ex-ministre (Byron Barrientos) et sous-ministre (Luis Davila) du ministère de la Gobernacion et de l'ex-contrôleur des comptes (Oscar Dubon Palma). On peut ajouter la caution payée par l'ex-président Alfonso Portillo accusé de détournement de fonds pour ± 15 millions de dollars qui lui a permis de recouvrer sa liberté.

Et l'on pourrait continuer ainsi au niveau du peu de sentences rendues en comparaison des poursuites entreprises devant les tribunaux, au niveau des plaintes de manquement et de partialité des juges et des magistrats, au niveau de la corruption des policiers et des avocats, etc.³

Et comment peut-on demander aux policiers de réagir devant des cas de violences familiales dans une société où cette violence est culturellement acceptée et où ces mêmes policiers traitent leur propre femme et enfants de la même façon ?

³ Voir Olga Lopez Ovando, Impunidad y corrupcion en el sistema de justicia, Prensa Libre, février 2009.

b) Pourquoi cette violence et cette impunité ?

Les raisons sont lointaines et bien enracinées. C'est depuis la Conquête espagnole que la domination par la force existe, particulièrement contre les indigènes mayas. Depuis le début du XXe siècle, les régimes politiques qui se sont succédé, furent des régimes militaires ou de dictature où tout, en définitive, était imposé par la force. Et où la collusion et le paiement pour une faveur relèvaient du normal. Tout le monde le fait

La deuxième raison fondamentale est la pauvreté endémique sévissant dans ce pays : 57 % de la population vit dans la pauvreté dont 21 % dans l'extrême pauvreté. En milieu rural et indigène, la proportion atteint 72 %. L'on sait que la pauvreté est un terreau des plus fertile pour la délinquance, la violence et toute désobéissance aux lois.

On peut ajouter le machisme comme vision des rapports homme-femme qui ne date pas d'hier, évidemment et qui contribue à maintenir un niveau de violence totalement inacceptable.

Une autre explication se retrouve dans le fait que la majorité des partis politiques au Guatemala sont des partis mis sur pied pour défendre les intérêts d'une minorité de privilégiés et non la population en général. En ce sens, il leur est essentiel de faire des alliances avec les pouvoirs occultes (mafias, gangs de rue, etc.) au détriment de la justice générale, ce qui favorise, évidemment, l'impunité.

De plus, pour ceux qui ont voulu ou veulent agir, l'État est tellement faible, autant dans sa capacité fiscale que dans ses institutions, qu'il lui est très difficile de faire face à la musique. « Il est clair que l'activité des bandes est d'une telle diversité et capacité que cela dépasse les possibilités de quelque pays pour les affronter isolément ».⁴

CONTRER LA VIOLENCE ET EN TERMINER AVEC L'IMPUNITÉ AU GUATEMALA

Les germes de la violence et de l'impunité sont tellement bien enracinés que personne n'ose croire posséder la solution pour l'éradiquer complètement. J'ai entendu des solutions comme « *Seul un régime socialiste de type cubain, avec une poigne de fer, pourra réussir à endiguer ce fléau* » ou encore : « *Il faut abandonner la guerre militaire contre la mafia car elle est perdue d'avance, il faut en contrepartie s'attaquer au contrôle des activités économiques de la mafia* ». Ces opinions reflètent bien la réalité du combat à mener pour transformer la société guatémaltèque à ce niveau.

De son côté, le gouvernement actuel, au pouvoir depuis un peu plus d'un an, se réclamant de la social-démocratie, s'est fait élire en promettant une lutte à la pauvreté sans égale et le combat contre la violence et l'impunité. Qu'a-t-il fait à ce jour ? Concernant la violence et l'impunité, il a agi dans trois directions : a) épuration au sein des corps policiers et des fonctionnaires de l'État, b) soumission de nouvelles lois et mise en place d'institutions pour appliquer ces lois et c) collaboration avec la société civile dont la Comisión Internacional Contra la Impunidad en

⁴ Voir Enrique Alvarez, Incidencia-Democratica, 25 février 2009 pour en saisir la démonstration.

Guatemala (CICIG)⁵ et la Procuraduria de los Derechos Humanos PDH). Cette dernière vient de présenter, à la fin janvier, conjointement avec les églises catholique et évangéliste et l'Université San Carlos, une série de mesures pour contrer la violence au Guatemala.

A) L'épuration des éléments corrompus

À ce jour, le chef de la police nationale et son adjoint furent remplacés ainsi qu'un grand nombre de chefs de police régionaux et locaux et de policiers. Le nouveau chef de police est une femme. Le chef des services secrets et de protection fut démis de ses fonctions après qu'on eut découvert qu'il avait orchestré l'écoute électronique du président Colom (à son bureau au palais présidentiel et à son bureau personnel ainsi que dans sa chambre à coucher) et de sa femme, très impliquée politiquement. L'objet de l'écoute était de découvrir les actions prévues contre les milieux mafieux. Le procureur général du Guatemala (avocat en chef) fut démis après avoir découvert qu'il falsifiait des preuves ou encore empêchait les avocats du gouvernement de déposer telles ou telles preuves dans certains procès afin de sauver des criminels de sentences punitives.

Depuis janvier de cette année, 14 policiers dont 12 agents, un sous-inspecteur et un officier ont été démis de leur fonction. Ceci ne règle, évidemment pas tout, loin de là. À preuve, une intervention policière surprise dans une ville s'est faite sans en avertir la police locale de peur qu'elle n'en avertisse les narcotrafiquants à l'avance.

B) Les nouvelles lois pour endiguer la violence et diminuer l'impunité

Quatre nouvelles lois furent soumises à l'assemblée législative. Il s'agit de :

La Loi contre la Traite des Personnes et l'Exploitation Sexuelle qui typifie mieux les crimes liés à la prostitution, à la traite des enfants, à la pornographie, etc. et qui prévoit une aide aux victimes de ces actes criminels. Un organisme spécifique a été créé pour veiller à l'application de la Loi soit le Secrétariat contre la Violence Sexuelle, l'Exploitation et la Traite des Personnes.

La Loi sur l'Accès à l'Information afin de rendre transparent les agissements des fonctionnaires du gouvernement et ainsi endiguer les malversations avec l'argent de l'État.

La Loi sur la Divulgaration des Archives Militaires afin de faire la lumière sur les crimes de guerre commis par l'armée guatémaltèque durant le conflit armé. À ce jour, à la demande de la divulgation des archives de 4 plans de répression au début des années 1980, seuls deux ont été divulgués puisque le ministre de la Défense ne trouve pas les archives des plans Ixil et Sofia 82. Par hasard, ces plans impliquent le général Efraim Ríos Montt, député du Frente Republicano Guatemalteco (FRG), accusé de génocide et le général Otto Pérez Molina, président du Partido Patriota, aussi accusé d'exactions lors du conflit armé et principal opposant au gouvernement Colom. Où sont ces archives ? Ont-elles été réellement détruites et, si oui, par qui ?

De plus, grâce à la divulgation des archives du Quatrième Corps de la défunte Police Nationale, a permis d'impliquer les responsables de l'assassinat de Fernando García, en 1984. Ces derniers

⁵ Voir www.cicig.org/ pour plus de détails sur la mission et le rôle de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala.

ont été arrêtés afin d'être traduits en justice. Fernando Garcia était responsable d'une organisation ouvrière, membre de l'Association des Étudiants Universitaires de l'Université San Carlos et époux de Nineth Montenegro, aujourd'hui députée à l'Assemblée Législative du Guatemala.

La Loi sur le Contrôle des Armes et Munitions, qui est en instance d'acceptation actuellement, permettra, malgré de grandes faiblesses, de mieux circonscrire l'utilisation des armes à feu et de leurs munitions. Cette Loi fut soumise à une opposition féroce de la part du lobby des armes à feu et des « représentants » des intérêts des narcotrafiquants.

Il faut ajouter l'incitation à la divulgation des crimes contre la personne par la mise en place de bureaux particuliers à cet effet.

C) La collaboration avec l'ONU et la société civile.

Un nouvel acteur, international cette fois, vient d'entrer en action depuis janvier 2008 afin « d'assister le gouvernement du Guatemala par l'investigation et le démantèlement du crime organisé, responsable de l'extension du crime et de la paralysie du système de justice du pays », il s'agit de la Comisión Internacional Contra la Impunidad de Guatemala (CICIG) sous la direction de Carlos Castresana, avocat espagnol. La CICIG est une commission de l'ONU.

La CICIG a déjà procédé à certaines enquêtes et porté des accusations dont une sur les allégations de détournement de fonds contre l'ex-président Portillo et vient de proposer au gouvernement toute une série de mesures législatives visant à renforcer la typification des délits d'enrichissements illicites, de trafic d'influence et de fraude envers l'État. La CICIG fait l'objet de critiques virulentes et d'actions pour interdire ses activités arguant son inconstitutionnalité du fait que c'est un organisme étranger qui s'immisce dans les affaires internes du Guatemala. À qui profitent ces critiques ?

De plus, depuis 2002, le gouvernement guatémaltèque a institué la Procuraduría de los Derechos Humanos (PDH) dirigée par Sergio Morales. Cette institution est une institution de l'état guatémaltèque mais complètement indépendante du gouvernement avec des mandats de cinq ans non révocables. Cette institution se voue à la défense des droits humains en général dont le droit à la sécurité est toujours au premier plan. Par exemple, la PDH est toujours présente lors de conflits tels que les occupations de terres et l'expulsion des paysans afin de veiller à ce que leurs droits soient respectés, etc.

Fin janvier 2009, conjointement avec les églises catholique et évangélique et l'Université San Carlos, la PDH a proposé un plan important de modifications législatives et de mises en place ou de modifications d'institutions pour appliquer les lois éventuellement votées. Le gouvernement s'est dit prêt à collaborer avec la PDH et les organismes précités et à s'attabler à mettre à exécution les réformes proposées.

CONCLUSION

Après avoir tenté de circonscrire brièvement le portrait de la violence au Guatemala et de l'impunité qui l'alimente, qu'en conclure ? D'abord que la violence et l'impunité sont tellement enracinées profondément qu'on ne voit pas l'heure où la situation se rétablira dans ce pays qui en a tant souffert et qui continue d'en souffrir. Puis, que l'intensité de cette violence semble atteindre un sommet depuis quelques années. Enfin, que la situation exige des actions diverses intenses, à court et à long terme.

Si le portrait de la violence est de plus en plus clair pour les dirigeants guatémaltèques préoccupés par la question, les façons de l'éradiquer sont moins évidentes. Évidemment, la responsabilité première en incombe à l'État guatémaltèque qui doit assurer la sécurité de ses citoyens mais cet État est si faible - comprenons à si peu de moyens financiers et d'institutions fiables et stables - qu'il ne peut assumer seul cette tâche.

D'abord, soulignons qu'aucun gouvernement depuis les Accords de Paix ne s'est attaqué de façon aussi résolue à contrer la violence et l'impunité que l'actuel gouvernement. Tous les gouvernements antérieurs ont toujours fait passer leurs intérêts de privilégiés avant les intérêts de l'ensemble et cela exigeait de composer avec les éléments corrompus de la société. De complicité directe ou tacite, les gouvernements antérieurs ont contribué à la situation actuelle et à l'exaspération et la souffrance actuelle de la population. Le gouvernement de l'UNE tente d'infléchir la tendance mais, de toute évidence, il est débordé par la tâche : celle de la répression du crime et de la corruption à court terme et de la mise en place de lois et de mécanismes pour agir plus efficacement à moyen et long terme sur la violence et l'impunité.

On ne peut espérer davantage de ce gouvernement que, durant son mandat actuel, il mette la table, c'est-à-dire qu'il crée les conditions pour porter des coups décisifs aux milieux mafieux et des gangs de rue de la société guatémaltèque. De plus, qu'il épure les institutions publiques des éléments corrompus et qu'il appuie les initiatives de la société civile, tel le mouvement des femmes, visant à changer la mentalité machiste qui continue à perdurer et celles des organismes de droits humains qui veulent réparation pour les atrocités infligées lors du conflit armé. Une des conditions importantes sera aussi d'assurer le développement de l'emploi et des mesures sociales de réduction de la pauvreté.

Le gouvernement doit accepter toute aide extérieure comme celle de la CICIG pour lui aider à rétablir un État de droit au Guatemala. S'ajoute en ce sens l'aide récente du gouvernement espagnol. Il doit, de plus, s'appuyer sur l'intervention publique conjointe de la PDH, des deux églises les plus influentes du pays et de l'Université San Carlos qui proposent des réformes immédiates pour assurer la sécurité du pays, afin de forcer le Congrès à voter des lois favorables à l'instauration de la justice au Guatemala.

Seuls des progrès en ce sens empêcheront que les citoyens aient tendance à se faire justice eux-mêmes par le moyen des lynchages.

Est-il possible d'y arriver démocratiquement ? Certains n'y croient pas. À ce jour, dans les limites des consensus à atteindre au Congrès du pays, le président Alvaro Colom semble déterminer à poursuivre dans la voie de ce combat malgré les menaces de mort qu'il vient de recevoir de la part des narcotrafiquants. On constate que le rapport de force est réellement engagé. On peut affirmer que la conjoncture semble de plus en plus favorable pour engager ce pays sur la voie du rétablissement d'un État de droit effectif et efficace mais que la partie est loin d'être gagnée.

Ce petit tour d'horizon de la situation et des conditions pour y faire face permet de saisir l'ampleur de la tâche qui attend la société guatémaltèque pour relever le défi de la justice pour tous dans ce pays d'Amérique centrale.

Yves Nantel
11 mars 2009.